débat – débat – débat

Débat autour du fonctionnement des marchés pétroliers

Les spectateurs étaient venus nombreux écouter les experts réunis pour l'occasion

« Comment fonctionnent les marchés pétroliers ? » : c'est cette question complexe qui était au cœur du débat organisé par nos partenaires BIP et ENERPRESSE dans le cadre d'Energies Expo. Les différents experts réunis pour l'occasion - Didier Houssin de l'Agence Internationale de l'Energie (AIE) ; Frédéric Lasserre de la Société Générale et Christophe Henrat, Directeur de Petroplus Marketing France – ont apporté leurs réponses et leurs analyses. Résumé des discussions par nos confrères du BIP (N°11 184 du 23 septembre 2008).

«La volatilité des prix des deux à trois dernières semaines semble liée à ce qui se passe dans le secteur bancaire, particulièrement américain», a estimé Frédéric Lasserre, responsable du département matières premières à la Société Générale. Toutes les banques qui rencontrent actuellement des difficultés sont «des intervenants très importants du marché du pétrole, proposent des couvertures à leurs clients. Quand elles font faillite, ces couvertures ne servent plus à rien. Tout le monde est en train de se regarder en chiens de faïence». Et «il ne faut pas se leurrer : la crise n'annonce rien de bon pour l'économie. Elle ne peut qu'accentuer le ralentissement de la demande pétrolière déjà très marqué aux Etats-Unis, en Europe et au Japon, et qui devrait bientôt se faire sentir dans les pays émergents». Sur ce dernier point, Didier Houssin, dont les fonctions au sein de l'Agence Internationale de l'Energie viennent d'être étendues (il est désormais responsable Marchés et Sécurité énergétiques de l'AIE, qu'il a rejoint en juillet 2007 en tant que chargé du marché pétrolier et des mesures d'urgence), est «moins pessimiste», estimant que la demande reste particulièrement forte dans ces pays émergents.

95 $/bl : un prix « extrêmement élevé »

Quel rôle joue la spéculation sur les évolutions des prix pétroliers ? Y a-t-il un "vrai" prix du pétrole et si oui, lequel ? Quelle influence ont les soubresauts du marché sur les activités des raffineurs ? Le débat a donné lieu à de bien intéressantes explications des uns et des autres sur un sujet très complexe, le fonctionnement des marchés pétroliers. Depuis juillet, le prix du brut a perdu quelque 35 % et a même franchi à la baisse le seuil symbolique des 100 dollars le baril, les toutes dernières semaines étant marquées par une volatilité particulièrement forte, observe **Didier Houssin**. Mais, ajoute-t-il aussitôt, « *95 dollars, dans une économie en plein ralentissement, c'est un prix extrêmement élevé* ». Le poids sur le PNB mondial est d'ailleurs proche des niveaux atteints au moment du deuxième choc pétrolier. Pour l'AIE, ce sont les fondamentaux qui expliquent les tendances « *même si les mouvements financiers ont pu amplifier les variations à la hausse et à la baisse* ». S'y est ajoutée depuis quelques mois une « *corrélation dollar/pétrole très forte, ce qui n'est pas vrai systématiquement sur une longue période* ».

Ne pas oublier la croissance de la demande au Moyen-Orient

Quelles sont les tendances à long terme de l'offre/demande ? L'Agence prévoit, on le sait, une augmentation de 1,6 % ou 1,5 million de barils/jour de la demande jusqu'en 2013, qui atteindrait ainsi 94 Mb/j, contre 86 Mb/j en 2007. Les pays d'Asie et du Moyen-Orient (que l'on « oublie souvent ») devant voir leurs besoins progresser respectivement de 700 000 et 300 000 b/j. Si l'on ajoute à cette demande supplémentaire, le déclin naturel des champs, ce sont 5 millions de b/j supplémentaires par an qu'il faut trouver. Pour les deux années qui viennent, l'Agence compte sur une augmentation « autour » de 4 Mb/j de l'offre, ce qui, face à une demande ralentie, pourrait augurer d'un marché plus stable. Un renversement devrait se produire ensuite avec une « tension à nouveau très forte en 2011-2013 ». Une prévision entachée de « beaucoup d'incertitudes » : la demande sera-t-elle moins forte que prévu ? L'offre pâtira-t-elle de retards ou d'abandons des projets ? A moyen terme, inévitablement, le marché restera tendu.

Les marchés à terme n'ont pas été créés par des financiers

Si la Société Générale partage « largement » le scénario de l'AIE, elle évalue la situation « *sous un angle un peu particulier* », celui des marchés à terme, sur lesquels elle intervient à hauteur de 20 Mb/j sur un volume qui équivaut à 35 fois le marché physique (85 Mb/j). Les deux grands marchés organisés (et d'importance) qui existent sont Londres et New York. « *Ils n'ont pas été créés par des financiers ou des banquiers mais développés au XIXème siècle par des négociants en coton et grains* », rappelle utilement Frédéric Lasserre. « *Leur raison d'être n'est pas d'être un terrain de jeu pour les spéculateurs mais d'aider des opérateurs physiques qui sont en risque* ». Le prix auquel se négocie le pétrole est celui qui se forme sur le marché à terme, là où il y a le plus d'intervenants parce que n'y existent pas toutes les contraintes de la logistique. « *A-t-on attiré sur ces marchés un nombre d'investisseurs tel qu'ils ont influé sur les marchés ?* »

Coûts énergétiques supplémentaires pour le raffinage

Pour la Société Générale, la réponse est oui : « *si ces intervenants deviennent trop puissants, il peut y avoir un effet de distorsion sur la formation des prix. C'est ce que nous pensons qu'il s'est passé depuis deux ans. Le marché a été tiré par des investisseurs qui ont leur propre rationalité* » puisque se fiant aux prévisions des uns et des autres, notamment de l'AIE, sur les tensions à venir. Quoi qu'il en soit, pour le raffineur qui consomme une partie du pétrole qu'il traite, la hausse des prix a un coût certain. **Christophe Henrat**, président de Petroplus Marketing France (le groupe suisse a racheté les raffineries Shell de Reichstett et Petit-Couronne), évalue entre 50 et 100 M$ les coûts énergétiques supplémentaires liés à une hausse du baril de 35 % en année pleine. Auxquels s'ajoutent bien sûr les charges financières liées à la détention des stocks, qui pousse les opérateurs à travailler en flux tendu.

La zone de confort

Y a-t-il un vrai prix du pétrole et, si oui, à quel niveau ? Le prix fondamental du pétrole, c'est le coût marginal de production auquel on rajoute une prime liée aux tensions de court terme du marché, explique Frédéric Lasserre. Le coût marginal est celui de la production à partir des sables asphaltiques du Canada, soit 85 à 90 dollars/baril. Si l'on y ajoute ladite prime, le prix monte à 90/92 $/bl. Reste la prime de risque ou "spéculative", qui est la « *partie résiduelle non fondamentale du baril* ». Quant au prix souhaité par l'OPEP, autre notion, il semble que le principal producteur, l'Arabie Saoudite estime qu'autour de 80 $/bl, « *on est dans une zone de confort acceptable pour tout le monde* ».

De gauche à droite : Jean-Louis Caffier, Christophe Henrat, Didier Houssin et Frédéric Lasserre